



Grandeur et misère du clivage gauche-droite
par J-L Laurent p. 2

Bilan des élections européennes
par G. Vuilletet p. 3-5

Université d'été des 5 & 6 septembre
à Toulouse p.6-8

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen - juillet-août 2009

Citoyens MILITANTS

Ce numéro de *Citoyens Militants* est envoyé en plusieurs exemplaires pour assurer la promotion de nos idées

www.mrc-france.org

Actualité de l'idée républicaine !

Édito / Jean-Pierre Chevènement, président du MRC



La crise du capitalisme financier mondialisé est profonde. Ses effets sont ravageurs (plans sociaux, chômage, inégalités, précarité). Mais la gauche n'apparaît pas comme un recours. Elle est elle-même en crise.

La social-démocratie était une bonne idée au milieu du siècle dernier. Elle apportait de substantiels avantages aux travailleurs d'Europe Occidentale, à la faveur de la rente de situation que créaient le communisme alors triomphant et la peur qu'il inspirait aux classes dirigeantes d'Occident.

Ce temps est derrière nous : La victoire du néo conservatisme libéral à la fin des années soixante-dix et la mondialisation financière ont créé un rapport de forces déséquilibré entre le capital et le travail. Parallèlement les taux de syndicalisation ont chuté. La puissance syndicale s'est défaite ; Dans toute l'Europe, et pas seulement en France, la social-démocratie est en crise.

En France, c'est la gauche qui a rétabli la Bourse, mis la nation en congé au nom de l'Europe, libéré les mouvements de capitaux, instauré, à travers l'Acte Unique, le primat de la concurrence dans toutes les politiques et à travers le traité de Maastricht, l'indépendance de la Banque Centrale Européenne. Elle a accepté de désarmer commercialement l'Europe à travers le GATT puis l'OMC. Elle a ouvert le cycle court du social-libéralisme en 1983. L'an dernier encore, en 2008, le PS

adoptait ses statuts à l'unanimité pour les mettre en phase avec cette orientation. Ce cycle s'est brutalement refermé avec la crise du capitalisme financier mondialisé. Certains prétendent que les idées socialistes ont triomphé. N'est-ce pas plutôt les idées que les socialistes avaient reniées ?

Nous avons cherché depuis trois décennies à réconcilier la gauche avec l'exigence républicaine : sur la nation, son indépendance, sur l'Ecole et la priorité à donner à la formation, à la recherche et à la technologie, sur la politique industrielle, sur une Europe des peuples, sur une concurrence équitable plutôt qu'un libre échange débridé, sur le civisme, sur la conception républicaine de la décentralisation, de la défense, de la sécurité, de l'immigration, etc.

C'est peu dire que le PS ne nous en a pas été reconnaissant. Nous avons cependant résisté à la campagne de marginalisation lancée contre nous, depuis longtemps et redoublée depuis 2002. Nous continuons à porter haut le drapeau de l'idée républicaine. Celle-ci, revisitée à la lumière d'une recherche exigeante, peut seule fournir la base d'un ressourcement. Le PS tarde à admettre ce qui pourrait passer pour une autocritique. Progressivement coupé des couches populaires depuis le tournant libéral de 1983, il voit aujourd'hui s'éroder l'électorat des couches moyennes qui lui restait. « L'effet essuie-glaces » sur lequel il a toujours compté pour revenir aux affaires n'est plus garanti. Les « quadras » s'interrogent à juste titre sur l'avenir que leur réservent leurs caciques.

Pour ce qui concerne le MRC, il entend peser sur l'élection présidentielle de 2012. Nous n'avons pas en effet pour vocation de rouvrir le cycle du social libéralisme.

▶▶▶ suite p.2

Demandez la nouvelle affiche !

Les fédérations et les militants pourront se procurer la nouvelle affiche du MRC auprès du siège national à compter de la mi-juillet. Elle est disponible gratuitement au format A1 (60X85cm).

Pour toute demande, appelez le siège national au 01.55.78.05.40 ou à contact@mrc-france.org.

"L'exigence républicaine"
avec Jean-Pierre Chevènement

MRC

Mouvement Républicain et Citoyen
3 avenue de Corbéra - 75012 PARIS
www.mrc-france.org

La question de primaires ouvertes de toute la gauche a été évoquée. Il va de soi que nous ne saurions cautionner un énième rafistolage du PS social-libéral. Ces primaires n'auraient de sens que si elles étaient co-organisées entre plusieurs partis de gauche, et permettaient le débat seul capable d'enclencher une nouvelle dynamique. Le MRC fera donc entendre sa voix en toutes circonstances. D'ici là nous avons deux objectifs :

- la réussite de notre Université d'été à Toulouse les 5 et 6 septembre à laquelle nous avons invité Arnaud Montebourg, Jean-François Kahn et Paul Quilès.

- l'élaboration d'un « programme de salut public » mettant l'accent sur les initiatives à prendre pour dégager la France de l'étreinte mortelle du capitalisme financier mondialisé : reconstitution d'un Ministère de l'Industrie digne de ce nom, contrôle du crédit, revitalisation de notre tissu économique, définition des règles d'une concurrence équitable, réforme fiscale permettant l'effort partagé, construction d'une Europe des peuples, élaboration d'un nouveau modèle de développement à l'échelle mondiale. En tous domaines, l'intérêt général est à redéfinir. Actualité de l'idée républicaine !

Grandeur et misère du clivage gauche-droite

La gauche et la droite s'enracinent dans la Révolution française. Elle traduisaient alors la distribution spatiale de la première assemblée nationale. Progressivement, le clivage droite-gauche a pris une épaisseur idéologique et s'est installé comme véritable colonne vertébrale de la vie politique française.

Au fil des siècles, ce partage en deux de la vie politique a successivement connu des périodes d'affermissement ou de crise. S'il n'a pas toujours revêtu le même sens, si sa ligne de fracture s'est révélée changeante, il a toujours offert un cadre de compréhension et d'appréhension du débat d'idées contradictoire. A l'exception des périodes de guerre où il s'est effacé derrière la nécessité de rassembler la Nation, il a maintenu un jeu de bascule entre deux piliers de notre devise : la liberté ou l'égalité. La première, comprise comme faculté de l'individu, s'étant toujours opposée à la dynamique collective induite par la seconde.

« La gauche s'étant détournée du peuple et la droite de la Nation, ce clivage a perdu toute consistance idéologique »

Depuis l'avènement de la gauche au pouvoir en 1981, ce clivage s'est peu à peu délité jusqu'au constat amer d'un déclin inexorable au seuil des années 2000 : depuis 10 ans, près de 2/3 des

Forum sur l'état de la gauche : la position du MRC

Le Club Gauche Avenir, animé notamment par Marie-Noëlle Lienemann et Paul Quilès, organisait le jeudi 2 juillet à l'Assemblée Nationale un forum sur "L'état de la gauche". Lors de la première table-ronde ("Thèmes : valeurs et idéologie de la gauche aujourd'hui ; actualité du clivage gauche-droite"), Jean-Luc Laurent, maire du Kremlin-Bicêtre et secrétaire national du MRC, insistait particulièrement sur l'effort d'analyse que la gauche devait réaliser pour se mettre à la hauteur de la crise et rompre avec un cycle d'échecs dans la pratique du pouvoir. Julien Landfried, secrétaire national du MRC, avertissait lors de la seconde ("Quelle stratégie pour la gauche ? Quels objectifs (conquête du pouvoir et objectifs de transformation sociale) ?") que la question du projet ne pouvait pas être contournée. Débat sur les limites au libre-échange, réorientation de la construction européenne, réflexion sur un nouveau système monétaire international ou encore définition d'une politique étrangère indépendante : autant de questions qui sont des préalables à toute réflexion stratégique pour 2012.

Français l'estiment périmé et inopérant pour juger de l'action politique de leurs représentants. L'abstention massive des élections européennes de juin dernier en apporte un fracassant témoignage.

En vérité, cette défiance à l'égard du clivage droite-gauche commence à s'exprimer dès 1983 avec l'ouverture de la parenthèse libérale par le parti socialiste, que ce dernier n'aura jamais refermé. C'est ainsi que l'Europe s'est substituée à l'union de la gauche. En soutenant l'intégration européenne en 1992, la droite, héritière du gaullisme, a apporté aussi sa contribution au dépérissement d'un clivage qui charriait avec lui la politisation du corps social. La désillusion des électeurs s'est alors fixée progressivement dans l'abstention. La gauche s'étant détournée du peuple et la droite de la Nation, ce clivage a perdu toute consistance idéologique.

Pendant, il serait inconséquent de l'entretenir artificiellement et de manière

pavlovienne, en se contentant de le définir en opposition à la politique menée par Nicolas Sarkozy. De même, la gauche ne doit pas faire l'impasse sur l'analyse critique de son action. **De la crise économique à la dépression de la gauche, le contexte actuel s'avère paradoxalement fécond pour proposer une redéfinition doctrinale du clivage droite-gauche,** à partir des enjeux qui caractérisent le monde d'aujourd'hui. Notre crédibilité est alimentée par notre constance : la France a besoin d'une refondation républicaine.

Face à un libéralisme tentaculaire qui a infusé au sein de toutes les formations de l'échiquier politique, nous devons nous mobiliser pour offrir la République et la puissance publique comme salut. C'est ainsi que nous serons utiles à la gauche et à la France.

Jean-Luc Laurent

Bilan des élections européennes

Résultats France entière

(source : ministère de l'Intérieur)

		% des inscrits	% des votants
Inscrits	44 282 679		
Abstentions	26 282 225	59,35	
Votants	18 000 454	40,65	
Nuls	781 480	1,76	4,34
Suffrage exprimés	17 218 974	38,88	95,66

Nuances de listes	Voix	% Exprimés	Sièges
Listes d'extrême-gauche (LEXG)	1 050 170	6,10	
Listes du PCF et du Parti de gauche (LCOP)	1 041 755	6,05	4
Listes du Parti Socialiste (LSOC)	2 837 674	16,48	14
Listes divers gauche (LDVG)	81 045	0,47	1
Listes des Verts (LVEC)	2 802 950	16,28	14
Listes régionaliste (LREG)	42 969	0,25	
Autres liste (LAUT)	768 375	4,46	
Listes centre-MoDem (LCMD)	1 455 225	8,45	6
Listes de la Majorité (LMAJ)	4 798 921	27,87	29
Listes divers droite (LDD)	1 160 933	6,74	1
Listes du Front National (LFN)	1 091 681	6,34	3
Listes d'extrême-droite (LEXD)	87 276	0,51	

Au niveau européen

La progression de l'abstention

Avec 60% d'abstentionnistes (contre 57% en 2004), un nouveau record vient d'être battu en France. Mais la progression de l'abstention dans ce scrutin est un phénomène européen. Il concerne aussi bien les « anciens » pays membres que les pays ayant adhéré récemment. Ainsi, même les pays qui bénéficient le plus des soutiens de l'Union européenne semblent avoir perdu leurs illusions. Ce constat amène à porter un regard sévère sur l'élargissement de l'Union européenne.

La défaite des partis socio-démocrates

Le scrutin du 7 juin a sanctionné tous les partis de gauche soumis à la logique libérale. Il apparaît donc que les électeurs ont choisi une option que l'on peut qualifier d'« autoritaire » - ce qui ne signifie pas extrémiste. Au niveau européen, **les votants ont exprimé une demande de protection par la puissance publique.**

Entre deux types de forces libérales (socio-démocrates et conservateurs), le corps électoral a donné la préférence à celle qui incarne la loi et l'ordre.

Les faits marquants du scrutin en France

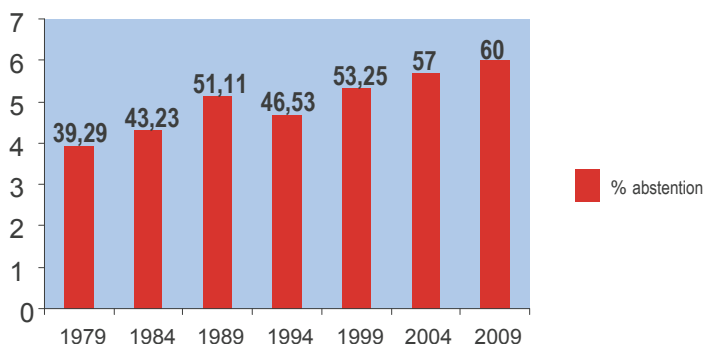
Les résultats du scrutin du 7 juin en France offrent un condensé ou une caricature des tendances constatées au niveau européen.

Une abstention record

En premier lieu, bien entendu, en ce qui concerne le niveau atteint par l'abstention.

L'abstention, véritable désaveu pour l'Europe telle qu'elle se construit depuis 25 ans, fournit les principaux enseignements à tirer du scrutin : la construction européenne doit être remise à plat ; la gauche sociale-libérale doit – enfin – opérer sa révolution copernicienne ; pour la gauche, comme l'a souligné JPC, la solution à l'avenir serait de mobiliser, sur la base d'une refondation républicaine, les 3/5 èmes des électeurs qui ont refusé de voter.

Les classes populaires, les premières victimes de la crise, ont très peu voté. Selon le sondage TNS Sofres/Logica réalisé le 7 juin, l'électorat populaire s'est en effet fortement abstenu (69 % d'abstention chez les ouvriers et 66 % chez les employés). Dans le Nord-Pas de Calais, la participation fut inférieure à 40%, soit 10 points de moins qu'à Paris. Cet apparent paradoxe montre le degré de souffrance sociale et de scepticisme face à des enjeux généraux ou lointains ou face à une construction européenne qui fait le jeu du libéralisme



économique et de la concurrence.

Les jeunes se sont abstenus encore plus massivement.

Selon TNS Sofres, 70 % des 18-24 ans ont boudé les urnes ; chez les 25-34 ans, ils sont 72 %. Ceux qui sont souvent décrits comme « profondément européens », sont aussi les plus sceptiques ou les plus désabusés.

La décomposition du PS

La liste PS n'obtient que 14 sièges, avec 2 837 674 voix, soit 16,48% des suffrages exprimés – plus de 11 points derrière la liste UMP. En 2004, les listes PS avaient obtenu 31 élus avec 4 960 756 voix, soit 28,9% des suffrages exprimés. Le PS, coupé des couches populaires, n'a pas proposé un discours audible. Replié sur lui-même, pris par la guerre des égos, il n'incarne pas d'alternative crédible. Les socialistes ont été sanctionnés pour leur nombrilisme et leur autisme. La validation des « conclusions » du congrès de Reims est une donnée que les électeurs ont du mal à faire leur.

Faut-il pour autant parler d'un PS en voie de « PCisation », en référence à l'évolution du PCF dans les années 80 ? C'est aller un peu vite en besogne, même si le désamour pour le PS ne va pas disparaître du jour au lendemain.

« Les élections européennes sont un scrutin hors-sol, dénué de signification politique »

Toutefois, si les élections régionales à venir sont un scrutin bien différent des élections européennes, le PS n'est pas à l'abri de nouvelles déconvenues, ceci pour deux raisons. La première, c'est que les élections régionales ne sont pas non plus considérées comme un scrutin majeur par les électeurs. La seconde, c'est que les Français ont été durablement choqués par l'autisme du PS. Les mêmes causes pourraient donc produire les mêmes effets en 2010.

Enfin, on peut espérer que le vote sanction subi par le PS aux européennes de 2009 aura des vertus pédagogiques. Le sectarisme du PS l'a détourné d'une démarche de rassemblement. Or, même si le soutien du MRC pouvait paraître modeste, ainsi que celui du PRG, l'affichage d'un score supérieur à 20% au lieu de 16% aurait changé bien des choses dans l'appréciation des résultats.

L'UMP : une victoire par défaut

Faut-il parler d'une grande victoire du pouvoir en place ? Non. Il s'agit d'un succès par défaut. Les listes UMP n'ont en effet rassemblé que 28% des suffrages exprimés et 11,2% des électeurs. **Les listes Sarkozy ont obtenu l'un des plus faibles scores européens.** Plus encore, **l'UMP ne dispose pas de réserves de voix.**

Nicolas Sarkozy doit être crédité d'une réussite tactique : celle d'avoir siphonné son camp. Cela produit un effet de masse,

mais il reste à vérifier si l'hégémonie de l'UMP est durable. De plus, il ne faut pas perdre de vue, dans l'appréciation du « vainqueur », qu'à bien des égards, **les élections européennes sont un scrutin hors-sol, sans grande signification politique.**

Si l'on ne peut parler de grande victoire, il reste que le rapport droite/gauche s'améliore au profit de la droite entre les scrutins européens de 2004 et de 2009. En effet, la droite (UDF puis Modem inclus, FN et autres listes d'extrême droite exclus) passe de 37,43% à 43,57% des suffrages exprimés.



Le Front de gauche et l'extrême gauche

Le Front de gauche n'a, quant à lui, réussi qu'une seule chose : contenir la poussée du NPA. Encore cette performance doit-elle être relativisée par la prise en compte de la piètre qualité de la campagne menée par le NPA.

Le résultat global du Front de gauche est de 1 041 755 voix, soit 6,05% des suffrages exprimés et 4 sièges. Rappelons qu'aux européennes de 2004, le PCF avait réuni 1 009 976 voix (5,88%). **Avec 30 000 voix de plus, l'objectif du Front de gauche de changer la donne à gauche est loin d'être atteint.**

Le NPA, pour sa part, rassemble 840 713 voix, soit 4,88% des suffrages exprimés (pas de siège).

Le Front de gauche devance le NPA dans les circonscriptions du Sud-Ouest, du Massif central-Centre, en Ile de France, dans le Nord-Ouest et le Sud-Est. Le NPA devance le Front de gauche dans l'Est et dans l'Ouest.

Au niveau national, les listes d'extrême gauche hors Front de gauche (1 050 570 voix, soit 6,10 % des suffrages exprimés) devancent légèrement les listes du Front de gauche (1 041 755 voix et 6,05% des suffrages exprimés).

En outre, le Front de gauche se trouve face à un problème de leadership non résolu. Après le succès personnel remporté par Jean-Luc Mélenchon dans le Sud-Ouest (8 % des suffrages exprimés), il reste à savoir quelle sera l'attitude du PCF à son égard. Souhaitera-t-il le mettre en avant comme figure de subs-

titution en vue de 2012 ou, au contraire, cherchera-t-il lui rogner les ailes ? L'ambiguïté de la situation de l'après scrutin est illustrée par les déclarations des uns et des autres, Marie Georges Buffet appelant à l'élargissement du Front de gauche en vue de construire une majorité de gauche, Jean-Luc Mélenchon en appelant directement au NPA pour construire un appareil de la gauche radicale en France et Olivier Besancenot s'adressant directement au PC en ignorant le Front de gauche.

Les Verts

Avec 2 802 950 voix, 16,28% des suffrages exprimés et 14 sièges, comme le PS, les Verts, emmenés par Cohn Bendit, réalisent au moins un joli coup marketing. Ayant vraisemblablement pris 8 ou 9 points à l'électorat PS, ils montrent à ce dernier qu'ils sont peut-être à même de le remplacer au cas où la rue de Solferino persisterait dans sa médiocrité.

Le succès des Listes Europe Ecologie peut s'analyser comme celui d'un vote anti-système « sympa » ou « mou ». Il n'est pas certain que ce résultat, optiquement flatteur, soit systématiquement reproductible à l'avenir.

De plus, il est probable que les Verts vont traverser une période de turbulence, liée à la croyance renforcée dans l'influence de la crédibilité et de la notoriété des candidats sur l'issue des scrutins. Les Verts pourraient ainsi se mettre à rechercher systématiquement des candidats ayant plus de substance que par le passé.

Quoi qu'il en soit, le résultat des Verts, s'il doit être relativisé, doit néanmoins être pris au sérieux, car il confirme, sur le fond, que la préoccupation environnementale est ancrée dans l'électorat. Cette sensibilité n'est pas à opposer ou à mettre en hiérarchie avec des préoccupations plus sociales.

Une prime au rassemblement ?

Dans ce qu'il faut bien appeler la compétition interne à la gauche, les forces qui tirent leur épingle du jeu sont apparemment celles qui ont su jouer le jeu du rassemblement ou de l'ouverture à d'autres partenaires. C'est la cas des Verts, par opposition au PS et du Front de gauche, par opposition au NPA. Il serait certes un peu rapide d'en conclure que cette volonté d'ouverture constitue un nouveau sésame électoral. Mais au moins ce phénomène est-il le signe que, face à la pauvreté des idées et des propositions dans l'offre politique, les électeurs préfèrent encore l'ouverture et la dialogue que la solitude et le repli.

Le Modem

Les scores obtenus par les listes du Modem sont médiocres (1 455 225 voix, soit 8,45% des suffrages exprimés et 6 sièges au niveau national). La principale erreur de François Bayrou est probablement d'avoir voulu donner un véritable enjeu au scrutin. La « prise en passant », dont nous avons voulu faire un temps notre stratégie, a été aussi sienne ... avec la différence qu'un échec lui était beaucoup plus coûteux. Il en paie le prix et la déception est de taille pour un parti qui espérait que ses

courbes croiseraient celles du PS. Toutefois, il faut là encore rester prudent dans l'appréciation des conséquences de ce résultat à long terme.

Le MRC

En appelant à voter blanc ou nul, le MRC a adopté une position lucide face à la construction européenne et au rôle réel du Parlement européen. Son analyse est à l'évidence partagée, au-delà des votes blancs ou nuls (781 480, soit 4,34 % des votants) par une part très importante des citoyens qui ne se sont pas déplacés le 7 juin.

Au vu des résultats, le fait que le MRC n'ait pas présenté de listes apparaît plutôt comme une bonne chose.

Il reste que nous nous trouvons dans une situation politique compliquée, parce que paradoxale.

Pour l'ensemble de la gauche, une des questions qui se pose est : « Pourquoi les électeurs réagissent-ils face à la crise en

« Pour le MRC, la question cruciale est celle-ci : Pourquoi le fait que la réalité valide nos analyses ne nous rend pas plus crédibles ? »

votant plutôt pour des formations politiques dont l'idéologie est à l'origine de la crise ? ».

Pour le MRC, une question cruciale est certainement celle-ci : « Pourquoi le fait que la réalité valide nos analyses ne nous rend pas plus crédibles ? ».

Pour commencer à répondre à ces questions, il faut d'abord prendre en considération le fait qu'une majorité d'électeurs ne croit plus que des solutions efficaces existent dans l'offre politique actuelle. Cette désillusion n'est certes pas nouvelle, mais elle touche peut-être encore plus la gauche, dans la mesure où le discours sarkoziste met en avant l'action ou du moins la détermination à agir. **Le désenchantement des électeurs est bien entendu la conséquence des démissions successives de la gauche sociale-libérale devant le marché.**

C'est pourquoi il apparaît urgent, à notre niveau, sur la base de nos analyses, de bâtir un programme de travail afin de présenter aux Français des propositions concrètes et articulées.

Enfin, sur le plan stratégique, l'échec du PS vient paradoxalement **valider la ligne définie par le MRC au Kremlin Bicêtre en 2008.** Cet échec, lié au nombrilisme du PS et à sa soumission à l'ordre libéral, donne toute leur actualité à des propositions qui permettraient de bouleverser la donne.

Guillaume VUILLETET

Université d'Été du MRC

Face à la crise, la désuétude du modèle social-démocrate, l'actua

Toulouse

5 - 6 septembre 2009

université d'été
Mouvement Républicain et Citoyen



Accueil et ouverture de l'U

La République repose sur l
une conception de l'inté
fonction de la raison natur
projet qui permet de faire

Samedi 5 septembre / matin

Crise économique : quelles réponses en profondeur ?

La régulation financière internationale, la protection légitime des intérêts des classes populaires et la lutte contre le « dumping social », le maintien et le renouvellement du tissu productif, la reconstruction d'un modèle de développement qui ne se résume pas aux intérêts des financiers, imposent de poser sur ces différents registres la question de l'intérêt général. Quelles sont les propositions républicaines pertinentes susceptibles de créer les conditions d'une sortie de crise positive en termes d'appel à l'intelligence (innovation/industrie), de protection raisonnable des intérêts des pays anciennement industrialisés (clauses dans les échanges), de charte de l'entreprise et le cas échéant d'appropriation publique (nationalisations de fait ou de droit) et d'utilisation rationnelle des ressources rares (biens communs de l'humanité) ? Comment décliner l'intérêt général aux niveaux national, européen et mondial ? Quel modèle de développement élaborer à l'échelle mondiale ? L'Europe peut-elle ne pas être écrasée entre les Etats-Unis et la Chine ? Quelle place pour l'Afrique ?

INTERVENANTS* :

JACQUES SAPIR (ÉCONOMISTE)
YVES LE HÉNAFF (SECRÉTAIRE NATIONAL DU MRC)
GEORGES SARRE (MAIRE ADJOINT DE PARIS)
ANIMATEUR : PIERRE DUBREUIL

Samedi 5 septembre / après-midi

Crise sociale, crise de la justice sociale

La crise sociale est là. Elle est d'abord le produit de la crise économique, même si elle ne s'y réduit pas. Elle est le résultat du dumping social lié au libre échangeisme. Les inégalités s'accroissent. La vague néolibérale puis la crise ont déséquilibré la part respective des salaires et de la rente dans la valeur ajoutée. Peut-on limiter les rémunérations les plus élevées ? L'idée d'une politique des revenus a-t-elle encore un sens ? La promotion des services publics n'est pas la défense de l'existant, mais de la place qui leur est assignée dans la vie sociale. Comment redonner un sens et une réalité au progrès et à la justice sociale, qui ne se limitent pas à la lutte contre les discriminations tant proclamée ? Quelle dynamique sociale appuyer, face au communautarisme et à l'assistanat érigé en système ? Comment lier protection économique et protection sociale ?

INTERVENANTS* :

LIEM HOANG NGOC (DÉPUTÉ EUROPÉEN, ÉCONOMISTE)
UN SYNDICALISTE D'AIRBUS INDUSTRIE
CHRISTOPHE GUILLUY (GÉOGRAPHE ET SOCIOLOGUE)
CHRISTIAN HUTIN (DÉPUTÉ)
ANIMATEUR : ETIENNE BUTZBACH

* intervenants : en cours, sous-réserve de confirmation. D'autres personnalités compléteront la liste.

Pour venir de Toulouse à Paris

EN TRAIN

Vendredi 05/09	Paris Montparnasse	Toulouse Montabiau
TEOZ Corail direct	14h03	20h15
TGV direct	14h10	19h22
TGV direct	17h20	22h36
Samedi 05/09		
TGV direct	08h10	13h29
TGV avec chgt à Bordeaux	09h15	14h46
TGV direct	11h30	16h42
Dimanche 06/09		
TGV direct	Toulouse Montabiau	Paris Montparnasse
TEOZ Corail direct	13h13	18h50
TEOZ Corail direct	13h46	20h08
TGV direct	15h08	21h21
TGV direct	16h10	21h30
TGV direct	17h36	22h50
TGV direct	18h26	23h45

EN AVION

Samedi 05/09	Paris Orly	Toulouse Blagnac
	07h15	08h35
	08h00	09h10
	08h50	10h00
	09h50	11h00
	10h15	11h35
	10h50	12h00
	11h50	13h00
Dimanche 06/09	13h00	14h30
	13h45	15h05
	14h45	16h05
	15h45	17h05
	16h05	17h15
	15h50	17h20
	16h45	18h05

Horaires indicatifs, pour de plus amples informations : www.voyages-sncg.com, www.airfrance.fr ou www.easyjet.com

Politique du modèle républicain

Samedi 5 septembre / matin

Université d'été : Thierry Cotelle, Pierre Cohen (Maire de Toulouse), Patrick Quinqueton et Jean-Luc Laurent

la souveraineté populaire et par conséquent sur le citoyen formé à penser par lui-même et sur l'intérêt général, résultat du débat public dans un espace laïc où chacun doit se déterminer en conscience et d'abord sur ce qu'est l'intérêt du pays. Il est proposé d'approfondir en quoi elle est la réponse face à la triple crise que nous traversons : crise économique, crise sociale, crise des valeurs.

Samedi 5 septembre / Après-midi

Face à la crise des valeurs, une réponse républicaine

L'adjectif « citoyen » est aujourd'hui employé à tort et à travers, mais le nom commun de « citoyens » suppose que les membres de la communauté nationale aient pris sur leur avenir collectif. Cela suppose aussi le débat en raison, et non le consensus. Comment être davantage non pas « citoyens », mais « des citoyens » ? Que signifie aujourd'hui l'idée de progrès ? Comment aborder la question du privé et du public dans une optique républicaine ? Quels sont les apports et les pièges de la communication électronique dans la création d'un lien entre citoyens qui ne soit pas communautaire ? Comment donner aujourd'hui le sentiment d'une appartenance collective ? Le monde est de plus en plus gouverné par les entreprises et leurs réseaux.

Que peut signifier aujourd'hui « faire de la politique » ?

INTERVENANTS* :

PAUL THIBAUD (PHILOSOPHE)

JULIEN LANDFRIED (SECRÉTAIRE NATIONAL DU MRC)

PATRICK QUINQUETON (SECRÉTAIRE NATIONAL DU MRC)

ANIMATEUR : MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Dimanche 6 septembre / matin

Actualité de la réponse républicaine, désuétude du modèle social-démocrate, mort du modèle social libéral

Débat général en présence de

**JEAN-FRANÇOIS KAHN, ARNAUD MONTEBOURG, PAUL QUILÈS
ET JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT**



Toulouse

5 - 6 septembre 2009

université d'été
Mouvement Républicain et Citoyen

Bulletin d'inscription

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CP _____

Ville _____

tel _____

Courriel _____

Choix de la formule

(ce choix ne sera pris en compte qu'accompagné du règlement)

20 € / formule simple (frais d'inscription)

40 € / formule complète (avec banquet républicain)

Nombre de personnes : _____

Total : _____ €

Mandat _____

Pour les élus, une réunion de l'Association Républicaine des Elus Citoyens et Apparentés (ARECA) aura lieu le 5 septembre à partir de 12H.

je serai présent

je ne serai pas présent

Bulletin à retourner

accompagné du règlement à l'ordre du MRC31:

MRC

3 avenue de Corbéra

75012 PARIS

Hébergement

Hôtels***

- **Mercure Atria Toulouse centre** - 8, esplanade Compans Caffarelli -
Tél : 05 61 11 09 37. Mail : h1585@accor.com - (136 chambres)
Restaurant
- **Holiday Inn Toulouse Centre** - 13, place Wilson
Tél : 05 61 10 70 70 - Mail : hicapoul@f-e-a.fr (130 chambres) -
Restaurant
- **Mercure Sr Georges** - Rue Saint Jérôme -
Tél : 05 62 27 79 79 - Mail : h0370@accor.com (148 chambres) -
Restaurant
- **Novotel Toulouse Centre** - 5 place Alphonse Jourdain
tél : 05 61 21 74 74 - Mail : h0906@accor.com (135 chambres) -
Restaurant

Hôtels**

- **Ibis Pont Jumeaux** - 99, bd de la Marquette -
Tél : 05 62 27 28 28 - Mail : h1430@accor.com (104 chambres) -
Restaurant
- **Ibis Toulouse Centre** - Rue Claire Pauilhac -
Tél : 05 61 63 61 63 Mail : h1429@accor.com (176 chambres) -
Restaurant
- **Kyriad Toulouse Centre** - 5/7 Bd de la Gare -
Tél : 05 61 34 11 71 Mail : kyriad.toulouse.centre@sky-hospitality.com (104 chambres)
- **Hotel du Taur** - 2 rue du Taur
Tel : 05 61 21 17 54 - Mail : contact@hotel-du-taur.com

Hôtels *

- **Hôtel Croix Baragnon** - 17 rue Croix-Baragnon
Tel : 05 61 52 60 10 - Mail: hotelcroixbaragnon.toulouse@orange.fr
- **Hôtel la Chartreuse** - 4 bis boulevard Bonrepos
Tel : 05 61 62 93 39 - Mail: contact@chartreusehotel.com



Lieux & horaires

Université d'été samedi et dimanche à partir de 9H15
salle Antoine Osète, Espace Duranti,
6, rue du Lieutenant-Colonel Pélissier
Métro Capitole

Cocktail samedi à partir de 19H
Capitole - Hôtel de ville, Salle des illustres
Métro Capitole

Banquet Républicain samedi à 20H30
Arche Marengo - Salon Marengo - 6^e étage
Boulevard Marengo- métro Marengo SNCF

adhérez au MRC maintenant !

et soutenez Jean-Pierre Chevènement



Dès maintenant, adhérez ou réadhérez au MRC en retournant ce coupon avec votre chèque de cotisation nationale fixée à 55 euros (25 € pour les jeunes, les personnes au chômage ou au RSA).

Au-delà de ce montant, la somme est reversée à votre comité départemental.

Votre carte d'adhérent 2009 vous sera envoyée par courrier du siège national.

Je soussigné(e) **NOM** **Prénom**

Adresse

Ville..... CP.....

Date de naissance..... Syndicat.....

Profession..... Lieu professionnel.....

Téléphone Portable

Courriel.....

Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....

Souhaite **adhérer au MRC**
 renouveler son adhésion au MRC

Et joint un chèque de € à l'ordre de l'AFMRC

Un reçu fiscal vous sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de votre cotisation.
(ainsi, pour 100€ de cotisation, le coût réel est de 34€)

Fait à le Signature :

Coupon à renvoyer complété
avec le versement à :
MRC / 3 avenue de Corbéra
75012 PARIS

Adhésions 2009